

Laboratoire Départemental d'Analyses  
Administration

**Abrogeant la Décision N° 23-2544**

**Et portant la Décision N° 232575**

Fixant le nouveau tarif pour le paramètre MHE (Maladie Hémorragique Epizootique) par RT - PCR, en individuel, pour le secteur santé animale mis en place par le Laboratoire Départemental d'Analyse

## LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des Régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L3211-1 et L 3211-2 , L 3221-10-1 et l'article R 33321 ;

VU la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 portant simplification et clarification du droit et allègement des procédures ;

VU la délibération du Conseil Départemental n° CD\_21\_1014 en date du 1er juillet 2021 constatant l'élection de Madame Sophie PANTEL en qualité de Présidente du Conseil départemental ;

VU la délibération n°CD\_21\_1016 du 1er juillet 2021 complétée par la délibération n°CD\_21\_1020 du 20 juillet 2021 et CD\_22\_1046 du 27 juin 2022 ;

VU la délibération n°CP\_22\_260 du 26 septembre 2022 actualisant les modalités de tarification du Laboratoire d'Analyses ;

### Considérant

Qu'il est nécessaire pour le laboratoire de :

- définir un nouveau tarif pour l'analyse de la Maladie Hémorragique Epizootique (MHE), par la technique de dépistage virologique RT – PCR en individuel, entrant dans le cadre d'un plan de surveillance, de prévention et de lutte vis-à-vis de la MHE sur le département de la Lozère, faisant suite à une l'évolution de la situation sanitaire rencontrée et à une révision du forfait exportation ;
- indexer ces tarifs avec la valeur de la lettre d'indexation « V », réévaluée en fonction de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation France entière sans tabac (indice du mois de novembre).

que l'indice des prix à la consommation France entière sans tabac est actuellement le n° 4018,

que la délibération de la commission permanente en date du 26 septembre 2022 a fixé le mode de calcul de la réévaluation de la valeur de la lettre d'indexation « V » de la façon suivante : valeur lettre « V » année N + (valeur lettre « V » année N x variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation France entière sans tabac entre l'année N et l'année N-1),

que l'indice 4018 du mois d'août 2021 est de 106,21,

que l'indice 4018 du mois d'août 2022 est de 112,63,

que de ce fait la variation de cet indice est de + 6,04 %,

que la valeur de la lettre « V » en 2022 était de 0,392,

qu'en conséquence la valeur de la lettre « V » pour l'année 2023 est de  $0,392 + (0,392 \times + 6,04\%) = 0,416$ .

## DECIDE

### **ARTICLE 1 :**

– La création de tarifs unitaires pour la recherche de la Maladie Hémorragique Epizootique (MHE) par RT – PCR individuelle :

- pour les demandes d'analyses prises en charge par l'état, avec une valeur de lettre « V » de 74 V soit un montant de 30,78 € HT pour l'année 2023 ;

- de 1 à 10 prises de sang, prises en charge par le client, avec une valeur de lettre « V » de 43 V soit un montant de 17,89 € HT pour l'année 2023 ;

- de 11 à 20 prises de sang, prises en charge par le client, avec une valeur de lettre « V » de 28 V soit un montant de 11,65 € HT pour l'année 2023 ;

- pour plus de 20 prises de sang, prises en charge par le client, avec une valeur de lettre « V » de 25 V soit un montant de 10,40 € HT pour l'année 2023 ;

- Forfait exportation groupée de bovin\_MHE par RT-PCR, avec une valeur de lettre « V » de 32 V soit un montant de 13,31 € HT pour l'année 2023.

Ce tarif s'appliquera pour les analyses réalisées à partir du 27 octobre 2023.

### **ARTICLE 2 :**

Ces tarifs indexés évolueront avec la réévaluation de la valeur de la lettre-clef « V » ainsi qu'il en a été décidé par délibération de la Commission Permanente en date du 26 septembre 2022.

### **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental, à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères; 30000 Nîmes), dans un délai de deux mois à

Envoyé en préfecture le 30/10/2023

Reçu en préfecture le 30/10/2023

Publié le

ID : 048-224800011-20231030-A\_23\_2575-AR



compter de sa publication ou de sa notification ou de la réponse de la Présidente du Conseil départemental (si un recours gracieux a été préalablement déposé), La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Mende, le **30 OCT. 2023**  
La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sophie Pantel'.